PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

ORGANE DE LUTTE OUVRIÈRE, POUR UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE DES SYNDICATS ET POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN

20 MAI 1963 — N° 13 — BIMENSUEL — 50 centimes

SI TU VEUX LA PAIX...

DANS une grande enquête sur la paix, l'Humanité-Dimanche du 19 mai 1963 cite des sommités comme Pauling, professeur à l'Institut de Technologie de Californie, prix Nobel de chimie, qui déclare pour sa part : « Je crois que nous sommes maintenant contraints d'éliminer du monde l'immorale institution de la guerre et de remplacer la guerre comme moyen de trancher les conflits entre les nations par une loi internationale basée sur les principes de la justice et de la morale... ».

Ainsi, mettant en avant le nom de savants dont la qualification technique n'a rien à voir avec la compétence politique, les « pacifistes » de l'Humanité essaient de nous faire croire qu'éviter la guerre dépendrait de la conviction que l'on a ou pas de l'horreur de la future guerre, de la bonne volonté des différents gouvernements... etc. Aussi, pour prévenir une telle horreur, faut-il, d'après eux, répéter « c'est horrible, c'est horrible, cela ne doit pas arriver », signer des pétitions le disant et demander à de Gaulle de participer à la conférence internationale du désarmement de Genève. Pour ajouter une note de farce à cette politique de l'autruche, ils vont rechercher dans l'arsenal de l'histoire et parent pompeusement du titre d' « Etats Généraux » le rassemblement organisé à Saint-Ouen le dimanche 19 mai.

Si les Etats Généraux de 1789 sont restés célèbres, c'est que les mécontents n'en sont pas restés au stade des pétitions, sinon au bout de piques.

Le capitalisme né de la rapine, de l'exploitation et de l'esclavage, n'a guère le cœur sensible. Ce n'est pas l'horreur des bombardements, ni les V-1, ni du napalm qui l'a empêché de faire la deuxième guerre mondiale. Ce n'est pas l'horreur de la bombe atomique qui l'a empêché de l' « essayer » à Hiroshima et à Nagasaki. Aux horreurs de la guerre, les nazis ont même ajouté, par raffinement, celle des camps d'extermination.

Une idée répandue est qu'actuellement, si les gouvernements utilisaient la bombe atomique, ce serait la fin du monde, donc des capitalistes eux-mêmes et qu'en conséquence, ils ne feront pas la guerre. L'impérialisme est fort capable de détruire l'humanité sous une pluie atomique, même s'il doit périr en même temps (dix millions de morts à la première guerre mondiale, cent millions à la deuxième, combien à la prochaine ?). Mais cela ne l'arrêtera pas, « le monde peut périr, mais pas le profit ».

Le capitalisme est basé sur la concurrence. Il s'agit pour chaque capitaliste, pour chaque pays impérialiste, de vendre plus que les autres, de faire plus de profits. Pacifiquement, lorsque c'est possible, militairement sinon. Et l'économie capitaliste ne produit pas pour satisfaire des besoins, ceux-là sont illimités, mais pour vendre, et les moyens d'achat sont limités, eux. A un moment ou à un autre, la concurrence « pacifique » n'est plus possible. Les capitalistes ne tiennent pas plus à la guerre mondiale, totale, atomique ou pas, que quiconque, mais lorsqu'ils la font, c'est qu'ils seraient, autrement, condamnés à disparaître. Et alors, pour eux, la guerre devient le moindre mal.

C'est pourquoi, constamment, ils se préparent à la faire. Ils savent que dans leur monde, seule la force vaut en dernier ressort.

Mais pour pouvoir consacrer des sommes de plus en plus fabuleuses au budget militaire, cela fait bien longtemps qu'ils ont inventé le brouillard du « désarmement », pour abuser les peuples et éviter qu'ils se dressent contre le régime lui-même. Les conférences de la paix, les réunions de chefs d'Etat sur le désarmement datent de 1919.

Ils avaient même inventé la « loi internationale » qui devait régler les conflits à la place de la guerre. Cela fut la Société des Nations, qui n'empêcha rien, pas même la seconde guerre mondiale. Ce fut, après cette guerre, l'O.N.U., dont les tribulations laissent peu d'illusions sur son rôle pacificateur.

Et pendant que l'on parle de « désarmement » et que même plus subtilement, ont fait semblant d'innover en expliquant que **maintenant,** il faut parler désarmement, car **maintenant,** ce serait possible, tous les pays augmentent leur potentiel militaire et multiplient les grandes manœuvres.

« Si tu veux la paix, prépare la révolution », disait Lénine face à tous les « pacifistes bêlants » dont son époque était déjà affligée. Car la guerre est un danger **évitable,** mais à condition de détruire le capitalisme. Et cela, ce n'est pas par des pétitions que nous le ferons.

Et si les « Etats Généraux » de Saint-Ouen doivent nous servir à quelque chose c'est à nous souvenir que ceux de 1789, préparaient une révolution.

V. O.

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien

MAIS OU SONT LES ROUGES D'ANTAN ?

Au XXXIVe Congrès de la C.G.T. Benoît Franchon a expliqué que, contrairement à certaines insinuations malveillantes, la C.G.T. ne voulait pas être intégrée à l'Etat. Mais alors pourquoi n'arrête-t-il pas de réclamer une place dans tous les organismes « dont on s'obstine à l'évincer ».

La vérité, c'est que la C.G.T. ne veut pas être complètement intégrée mais qu'elle ne veut pas non plus être complètement indépendante. En termes clairs, cela s'appelle la collaboration de classes : d'une part la C.G.T. veut collaborer avec les patrons pour obtenir d'eux quelques miettes et faire croire aux travailleurs qu'elle leur apporte quelque chose ; d'autre part, pour que le C.G.T. continue à mériter les miettes accordées par la bourgeoisie aux aristocraties ouvières, il faut que celle-ci soit capable d'arrêter des grèves grâce à la confiance que lui portent un grand nombre de travailleurs (exemple : les mineurs), pour cela il faut à la C.G.T. un minimum d'indépendance.

A notre époque, un syndicat réformiste est forcément intégré à l'Etat (plus ou moins selon le degré de réformisme). Pour être indépendant de l'Etat, un syndicat doit, obligatoirement, être révolutionnaire et la C.G.T., pas plus que nos autres syndicats ne l'est.

LEUR SOLUTION

Il y a depuis quelques années une crise dans les chantiers navals ; la construction de navires français n'est pas compétitive. Il faut donc reconvertir.

Pour les Chantiers de La Ciotat, le problème vient d'être résolu, nous apprend « Le Monde » du 15 mai. « Les commandes étant actuellement satisfaisantes, la direction des Chantiers de La Ciotat n'envisage aucune réduction d'activité.

Simplement, c'est l'objet de la fabrication qui a changé. « Les Chantiers de La Ciotat vont produire des engins blindés ».

Quelques changements dans le Conseil d'administration pour avoir des actionnaires assez bien placés auprès de l'Etat, tel M. Bourgès-Maunoury et le tour est joué.

La solution n'est pas neuve : l'industrie de guerre a toujours été la « solution » aux contradictions capitalistes. Une solution qui prépare la guerre ! Mais quand on nous dit qu'il faut augmenter la productivité pour augmenter le niveau de vie du pays, osera-t-on le dire aussi aux travailleurs des Chantiers de La Ciotat ?

AMÈRE VICTOIRE

Pour le 8 mai, les syndicats ont commémoré l'anniversaire de la « Victoire ».

Victoire pour qui ? Sans doute pas pour les millions de prolétaires tuées dans cette guerre décidée par la bourgeoisie, pour la bourgeoisie.

Aujourd'hui les bourgeoisies françaises et allemandes se portent à merveille, et on aurait du mal à dire laquelle des deux a été victorieuse. Quant aux travailleurs des deux pays ils sont toujours exploités de la même manière.

Nous, la seule victoire que nous fêterons, ce sera la victoire des travailleurs — aussi bien allemands que français — sur leurs exploiteurs.

QUESTION

Les spectacles se suivent mais ne se ressemblent pas. Bill Graham, l'évangéliste itinérant, sévit actuellement à Paris. Publicité à l'américaine dans les journaux. « Libération », journal de gauche n'y a pas coupé. Une simple question : pensez-vous que le « Figaro » ou « L'Aurore »aurait accepté le même placard publicitaire, si à la place de Bill Graham, il y avait eu quelque prédicateur matérialiste, athée et libre-penseur ?

ÇA COGNE

L'affaire Loubet et les récents suicides survenus dans différents commissariats, le matraquage de J.-P. Belmondo par un policier brancardier ont fait s'interroger l'opinion sur les méthodes employées par la police pour ramener à la raison les citoyens susceptibles de troubler l'ordre bourgeois. Pendant la guerre d'Algérie, de nombreux prétextes ont servis à augmenter les effectifs de cette police qui était bien plus occupée à matraquer les Algériens qui réclamaient leur indépendance ou à réprimer les manifestations anti-OAS, plutôt qu'à dépister les activistes.

Il ne faut pas s'en étonner. La police est un appareil de répression spécialement créé et entretenu à nos frais, pour faire appliquer la loi dictée par la classe dominante. Les « abus » de la police ne sont pas des accidents, ils découlent logiquement de sa fonction.

Accident ? Non ... Assassinat

Il y a deux semaine, à UCLAF (Roussel), la flèche d'une grue s'écrasait sur trois ouvriers de l'entreprise Denis et blessait grièvement l'un d'entre eux. La semaine dernière, à Vitry, sur les chantiers de la centrale thermique Arrighi, l'effondrement d'un échafaudage causait la mort de trois ouvriers et en blessait quatre autres.

On sait dans quelles circonstances s'est produit l'accident d'UCLAF : un ouvrier avait refusé de démonter une grue, car la violence du vent et le terrain détrempé interdisaient l'opération.

Mais pour aller plus vite en passa outre... la grue devant être remontée dès le lendemain sur un autre chantier.

Et de tels accidents font partie de la vie quotidienne de ces travailleurs : ainsi chez les monteurs-levageurs, il y a chaque année en moyenne un accident mortel pour 52 ouvriers, et la seule construction d'une centrale thermique coûte à la profession 6 ou 7 morts.

Pourquoi ce fort pourcentage d'accidents ? Manipuler des pièces pesant jusqu''à 30 et 40 tonnes à des hauteurs allant de 10 à 50 mètres exige un grand nombre de mesures de sécurité. Mais pour le patron ce qui compte c'est le profit : la sécurité cela fait perdre du temps et de l'argent.

Si l'ouvrier gagne du temps en ne mettant pas son casque ou sa ceinture, c'est tant mieux. S'il en meurt, tant pis ; on le remplace. Ça coûte moins cher que de payer de lourds dédits. Dans le portefeuille d'un patron, la vie d'un homme compte peu...

Majorité Relative

Lors d'une récente émission à la Télévision, une enquête a été faite pour savoir ce que pensaient les gens de la « majorité à 19 ans ».

Les jeunes savent bien que lorsqu'il s'agit de se faire exploiter pour 500 francs par mois on ne leur demande pas leur âge. Alors pourquoi ne peuvent-ils se présenter comme délégués du personnel avant 21 ans ?

A 18 ans on nous trouve assez vieux pour payer des impôts, de la même manière que nous sommes responsables de nos actes devant la loi.

Les filles, elles, on les trouve assez âgées à 18 ans et même avant, pour se marier et avoir des enfants, « fonder un foyer » comme on dit, alors pourquoi n'auraient-elles pas le droit de vivre seules, si elles ne peuvent plus supporter la contrainte des parents. Non, il faut qu'elles attendent 21 ans pour être un peu plus libre ; limite d'âge absurde, dont certaines ont quelquefois le courage heureusement de ne pas tenir compte.

La « grande démocratie française » n'est sûrement pas prête à donner la majorité à 18 ans, ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas de nous trouvez assez mûrs pour « tuer » pendant 18 mois. Pour l'imposer, il faudra autre chose que des discussions autour de la Télé.

LES NÉGRIERS

Une vaste campagne publicitaire est actuellement entreprise par la Société Manpower, « Banque de la Main-d'Œuvre » (« 3.000 ouvriers à la minute ») qui propose du personnel de remplacement de toutes catégories et de toutes qualifications.

C'est que la concurrence devient sérieuse entre les maisons qui pratiquent ce commerce rentable.

Pourtant les patrons en ayant recours à ces « loueurs », payent au moins un tiers plus cher la main-d'œuvre ainsi mise à leur disposition, que ne leur revient la leur propre, toutes cotisations sociales comprises. Seraient-ils fous? Non, puisqu'en fin d'année les bénéfices sont toujours au moins aussi élevés, et en tout cas que leurs affaires restent rentables.

On peut donc voir que notre travail est assez rentable pour assurer des bénéfices « normaux » c'est-à-dire substantiels à **deux** patrons différents et que nos salaires pourraient bien augmenter de 30 % sans que ces Messieurs en souffrent. Et en les faisant souffrir un peu, de combien ne pourraient-ils pas augmenter ?

RÉGIE RENAULT (Billancourt)

UNE BONNE AFFAIRE ...POUR LA REGIE

La Direction a proposé aux locataires de Meudon-la-Forêt de leur vendre les logements qu'ils occupent. A première vue, cela peut paraître une bonne affaire, étant donné qu'elle les cède au prix coûtant, alors qu'avec la spéculation actuelle, on peut en tirer le double.

Seulement voilà, outre qu'elle interdit de les revendre avant 7 ans, les travailleurs relogés dans cette cité étaient tous des « mallogés » justement parce que leurs moyens ne leur permettaient pas « d'accéder à la propriété ». Alors, où trouveront-ils, aujourd'hui, l'argent qu'ils n'avaient pas naguère ?

Rien de plus simple : la Régie leur recède le prêt du Crédit Foncier et leur fait obtenir un autre prêt, soit à la Caisse des Cadres, soit auprès d'une banque. Malgré cela, il manquera environ un million d'anciens francs pour un logement de trois pièces. Qu'à cela ne tienne, la Régie les prêtera (moyennant intérêt, naturellement !). Voilà notre candidat propriétaire nanti de trois prêts remboursables en mensualités qui représentent, pendant les deux premières années, environ le double de son loyer actuel, ensuite presque le triple !

Comment expliquer que la Régie se débarrasse d'appartements dont la valeur a doublé depuis leur construction ? Tout simplement parce que les charges prévues initialement se trouvent presque doublées en 1962, et que cette hausse ne fera que s'accentuer en 1963, puisque le budget global de la cité, déjà de 350 millions A.F. en 1962, est prévu à 420 millions pour cette année.

Le scandale a été grand quand les copropriétaires ont eu connaissance de cette hausse, et les locataires avaient manifesté alors leur opposition à la répercussion de ces charges sur leurs quittances. La Régie a dû « éponger » un excédent de 150 millions. On conçoit aisément qu'elle ne tienne pas à continuer.

Et ce qu'elle n'a pas osé imposer à ses locataires, elle espère le faire accepter aux mêmes en tant que propriétaires.

L'opération est d'autant plus profitable pour elle que non seulement elle tire intérêt de l'argent prêté, mais encore elle rentre dans les capitaux investis au titre du 1 % sur les salaires versés pour la construction ? Et il y a fort à parier que l'argent ainsi récupéré ne sera pas réinvesti dans de nouveaux logements !

■

EXPLOITATION CAPITALISTE

A l'atelier 1870, ancien atelier 5, les conditions de travail ne sont pas reluisantes. Chaleur étouffante, vapeurs d'huile, produits nocifs, bruit, manque d'aération, gaz, enfin l'ambiance idéale.

Eh bien, quand un ouvrier après plus de trente ans de maison ne peut plus supporter cette ambiance, la Direction ne trouve rien de mieux à faire que de le mettre à la porte pour raison de santé.

Voilà ce que fait la Direction : on est traité au fer rouge, aux Traitements Thermiques.

(V.O. RNUR Djt 18).

Mais existe-t-il une morale communiste ? Y a-t-il une éthique communiste ? Oui, bien sûr. On prétend souvent que nous n'avons pas de morale à nous et très souvent la bourgeoisie nous accuse, nous communiste, de rejeter toute morale. C'est une façon comme une autre de brouiller les idées et de jeter de la poudre aux yeux des ouvriers et des paysans (...)

Nous disons que notre morale est entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat. Notre éthique a pour point de départ les intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

LENINE.

SECURITE ET ENTRETIEN

Pour la direction, la production vient d'abord, la sécurité ensuite. Ce mépris de la sécurité vient de coûter, à Flins, la vie d'un homme.

Après cela, M. Avril lui-même est venu faire un tour d'inspection dans l'Ile. Mais le peu de prix que la direction attache à la sécurité, elle le montre bien par le peu de cas qu'elle fait des services d'entretien. Il n'y a plus à l'heure actuelle, que quelques 500 ouvriers d'entretien pour toute l'usine. Il faut faire le maximum de travail avec le minimum de gens. C'est ainsi que l'ancien service des lampes (une trentaine d'ouvriers) a été supprimé, que des électriciens ajusteurs viennent encore récemment d'être mutés au service mécanique du 51. Les machines manquent d'entretien et ne peuvent pas être contrôlées aussi souvent qu'elles devraient l'être, ce qui n'empêche pas la direction de rejeter la faute des accidents sur les ouvriers qui en sont les victimes.

L'augmentation actuelle du nombre d'accidents doit nous rappeler à la vigilance. Nous devons faire remarquer aux services de sécurité que sur beaucoup de machines les boutons de sécurité ne fonctionnent pas, que des fosses n'ont pas de portes, que des plateformes manquent de barres de protection, et les presser de remédier à ces lacunes.

(V.O. RNUR Entretien).

■

A L'ETROIT

Il y a 10 ans la Régie Renault sortait 700 à 800 véhicules par jour. Aujourd'hui nous en sortons près de 4 fois plus (400 %). Les effectifs eux ont augmenté en gros de 20 %. Même si nous ne parlons que de l'emploi de nouvelles machines il faut bien se rendre compte qu'il faut la place pour les mettre. Depuis il y a eu la création de Flins puis de Cléon. Il n'empêche que nous sommes très loin de l'augmentation des surfaces dans des proportions suffisantes. 20 % d'hommes en plus produisent 400 % de voitures en plus. Avec des moyens plus modernes soit. Mais la place pour mettre ces moyens ? Partout on est à l'étroit. Là où les machines imposent une disposition comme sur les transferts d'usinage, c'est difficile de tricher. Mais sur les chaînes de montage, dans les ateliers d'outillage et jusque dans les bureaux, chaque mois il faut se serrer un peu plus. Pendant 10 heures par jour nous avons droit à quelques mètres carrés pour nous mouvoir.

Cela ajoute à la fatigue, physique et nerveuse. Cause d'accidents, cause de maladies. On s'énerve, dépression nerveuse, le cœur en prend un coup : infarctus. Voilà un beau programme. C'est bien de sortir 3.000 bagnoles par jour mais encore faudrait-il les moyens de les sortir dans des conditions normales. Jusqu'au stockage qui n'est pas prévu. Les voitures encombrent les rues de la municipalité faute de parking RNUR. Bientôt on installera des machines et des bureaux sur les trottoirs.

A BAS LES « HEURES » !

C'est avec satisfaction que nous avons vu les sections syndicales du département reprendre la revendication que nous avions avancée : « augmentation des salaires de 200 F pour tous ».

Ces deux cents francs qui manquent sur la paye, certains se les procurent en venant le samedi. Samedi dernier encore, un ouvrier sur deux était en « heures supplémentaires ». Bien sûr, il y a les traites à payer, on a besoin d'argent, mais c'est aussi le cas de ceux qui ne font pas d'heures.

Le jour où le patron ne permettra plus les « heures » ou lorsqu'il réduira l'horaire dit normal, par suite de ses difficultés économiques, il nous faudra bien lutter pour conserver notre salaire. En ce moment, le patron a besoin de nous, alors autant nous battre quand la situation nous est favorable.

(RNUR V.O. Dpt 37).

■

INSECURITE PERMANENTE

Lorsque dans notre dernier numéro nous avons parlé d'assassinat à la suite du décès de notre camarade HERENT, le mot n'était pas trop fort.

Roulement de volant de presse grippé, labouré. Vérins qui se tordent et chassent comme châteaux de cartes. Circuit électrique hors d'usage. Personnel d'entretien des presses diminué : autant de mesures d'insécurité criminelles.

Les vérins utilisés sous presse semblent plutôt avoir été calculés pour empêcher la presse de casser que pour empêcher l'écrasement des ouvriers travaillant dessous.

Les ouvriers appelés à travailler sous presse d'emboutissage sont à la merci d'une mise en route intempestive de celle-ci. A partir du moment où elle descend, plus rien ne l'empêche de terminer sa course.

Depuis que le régime capitaliste existe, son seul impératif est le profit. Or la sécurité efficace diminue la production.

Adresser toutes correspondances et fonds à
VOIX OUVRIERE
29, rue de Château - Landon
PARIS-X^e^
C.C.P. M. Schrœdt
9.424.78 Paris

LES MESQUINERIES REGIE

Il a fallu deux débrayages des ouvriers de la fonte au département pour que la direction accepte de donner des vêtements de protection à quelques uns seulement, comme si le fait de travailler la fonte n'était pas salissant pour tout le monde ? Quant à l'augmentation de salaires, la direction croit peut-être résoudre la question avec des études de postes. Donc, il faudra travailler sur les postes réajustés pour avoir une petite augmentation. Autant dire rien du tout. La direction, en fait, ne veut pas admettre la revendication des ouvriers de la fonte.

Quel monde moderne et bien organisé que celui où il faut se bagarrer pour avoir quelques bleus pour travailler. Pour se dorer au soleil sur une plage de la Côte d'Azur, un slip nous suffirait. Seulement, nous, on travaille.

HUIT TONNES CULBUTEES

Qu'un accident survienne à l'atelier et aussitôt chefs et services de sécurité chercheraient le coupable, autrement dit l'ouvrier victime de l'accident.

Les affiches, le règlement prévoient tout, mais pour travailler nous devons utiliser les moyens du bord.

Le pont de 8 tonnes du 3760 soulève régulièrement des charges du double, une élingue s'est rompue récemment ; nous avons frisé la catastrophe.

Il est plus facile de faire des remontrances sur la non observation de consignes ridicules que de trouver une solution au pont de 8 tonnes du 3760.

PANHARD (Paris XIII)

REGULARITE

Notre Direction qui prend si vivement à cœur nos intérêts a voulu faire du zèle ce mois-ci en s'occupant de notre paye.

Prévoyant que certains d'entre nous seraient tentés de déserter l'usine le vendredi, pour faire le pont elle a fait placarder une note avisant le personnel que l'acompte touchable le 22 mai ne le sera plus que le 24.

Ce genre de chantage sur nos salaires s'inscrit dans les « traditions maisons ». A Panhard on ne touche pas sa paye le 15 ou le 31 comme partout ailleurs mais avec 7 ou 10 jours de retard. Quand nous allons dans les magasins nous payons sur le champ, à l'usine on nous paye notre travail que 15 jours après ou plus, et les heures supplémentaires un mois après.

Nous faisons donc crédit à Panhard, et Panhard en profite pour nous faire marcher.

D'autre part ces retards à la paye et ces décalages sont le privilège exclusif de la Direction.

Pour nous les retards dans la production sont sanctionnés par des avertissements et par des diminutions sur la paye.

Au lieu de s'occuper de nos intérêts en nous cherchant des poux dans la tête la Direction devrait faire face à ses engagements en payant ce qu'elle nous doit sans rechigner.

■

LE CACHE SEXE

Les sentiments que nous avons pour les chronos ne sont guère amicaux, mais nous ne touchons pas le but en leur montrant les dents. Les empêcher de prendre les temps ne résoud pas le problème. Leur présence dans l'atelier n'est faite que pour justifier les nouveaux temps que le patron veut nous imposer, et pour cela il lui faut un bouc émissaire qu'il paye un peu plus que nous, mais qui essuie notre colère et nous fait oublier le vrai coupable : le patron !

Si nous arrivons à prouver que les nouveaux temps sont irréalisables on nous envoie un autre chrono qui les rajuste, et le patron peut encore prétendre à la bonne foi. Autrement si nous baissons la tête sur la machine, il a gagné.

Dans la course au profit, le patron déploie mille ruses : travail aux pièces, boni individuel, ou bien encore boni collectif qui veut faire de nous des flics grognant contre le camarade qui s'arrête pour souffler un peu. Mais tout cela n'est fait que pour nous lier encore plus à la machine et de ce fait accroitre le Capital.

Pour lutter contre les cadences et pour le retour immédiat aux 40 heures, un seul moyen : *se battre tous ensemble* contre notre ennemi commun le Patron et sa Direction.

(V.O. Panhard).

GENÈVE (Ivry)

ASSEZ DE RECUPERATIONS !

Après le lundi de Pâques, la direction nous demande maintenant de récupérer aussi le jeudi de l'Ascension, qui est normalement férié et payé. Compte-t-elle ainsi nous faire récupérer tous les jours fériés de l'année ? Si nous tenons aux jours fériés, ce n'est pas parce que nous désirons participer à telle ou telle fête religieuse dont nous nous moquons bien pour la plupart d'entre nous, mais parce que cela représente un jour de congé supplémentaire. Si nous le récupérons, c'est une duperie. D'autant plus qu'une de nos revendications essentielles est toujours l'abaissement du temps de travail, ce qui est la première condition pour pouvoir vivre comme des hommes et non des robots dont la seule existence est de travailler et de produire.

Bien sûr, la direction essaie de se justifier en évoquant une nouvelle fois l'article 20 des conventions collectives de la métallurgie. Celui-ci permet en effet aux patrons de nous faire récupérer les jours fériés et même de sanctionner ceux qui ne viendraient pas, en ne leur payant pas le jour férié suivant.

Pour nous cela ne peut pourtant pas être un argument. Si certains points des accords signés avec le patronat par nos représentants syndicaux, en notre nom, nous défavorisent, c'est donc qu'il nous faudra les faire changer. Ce n'est en aucune façon une raison de les accepter.

C'est donc que nous devons exiger que tous les jours fériés soient payés sans obligation aucune de les récupérer, ce qui n'est nullement une revendication impossible à obtenir puisque déjà certaines entreprises de la région parisienne, tel Thomson, l'ont acquise.

Pour l'obtenir, il nous faudra cependant montrer d'abord notre détermination, ce qui signifie commencer par refuser les récupérations actuelles. La C.G.T. qui l'avait proposé la dernière fois aux seuls peintres, va-t-elle continuer dans la bonne voie et organiser, cette fois, le refus de récupérer sur l'ensemble de l'usine ?

V.O. GENEVE.

CHAUSSON (Gennevilliers)

UN OUVRIER AVERTI EN VAUT DEUX

Le 4 décembre 1962, la CGT-Chausson diffusait un tract intitulé : « A LA REFLEXION DE TOUS ». Nous y lisions : « Il semblerait aussi que nos mouvements tournants qui ont en 1959-60 désorienté la direction... lui ont permis depuis non seulement de se ressaisir, mais aussi de pallier par de nouvelles méthodes, à la réussite de ceux-ci ».

La CGT-Chausson constatait alors ce qui était évident depuis longtemps pour la plupart d'entre nous ; les grèves tournantes nous épuisaient et nous démoralisaient en ne nous rapportant rien. Mais ceci ne semble pas être compris par tous puisque, lors du dernier congrès de la CGT, Frachon a déclaré : « Les mouvements partiels, répétés, renouvelés des dizaines de fois dans une entreprise — arrêts de travail d'un quart d'heure, d'une demi-heure, demi-journée — désorganisant la production sont maintenant d'un usage courant et il semble bien que les travailleurs, dirigés par les syndicats ont acquis une expérience et une technique de ces luttes plus efficaces ».

Preuve s'il en faut que, ce que pensent les travailleurs, les dirigeants « ouvriers » s'en moquent.

Une question se pose. A la suite de cette prise de position confédérale, va-t-on recommencer le « cirque » des grèves tournantes ?

(V.O. Chausson).

CITROËN (RÉGION PARISIENNE)

NOTRE SALAIRE, NOTRE SANTE

Voilà les beaux jours et il est agréable de partir dès le samedi prendre l'air. Mais il en est qui préfèrent venir à l'usine ce jour-là, faire des heures.

Or, au Bureau d'Etudes en ce moment il n'y a pas beaucoup de travail, aussi on se « dispute » les quelques heures autorisées par le patron. Et pour que personne ne soit frusté, on a institué un tour : un samedi sur quatre, nous avons la faveur de venir travailler.

En fait, si certains veulent venir le samedi, ce n'est pas tellement que l'ambiance soit bonne, le climat agréable, mais c'est qu'un samedi travaillé cela représente 50 F en plus. Et pour celui qui est marié ou qui a acheté un appartement, c'est toujours ça.

Seulement, de cette façon là, il prend le problème à l'envers, car ce n'est pas en travaillant 56 h. et plus par semaine qu'il améliorera son budget. Car, tôt ou tard, la fatigue s'accumulant, il donnera en frais maladie une grande partie de ce qu'il aura touché en plus.

Une seule chose s'impose : un salaire décent, nous permettant de vivre et de nous loger sans avoir recours à ce palliatif : les heures supplémentaires.

■

UN VRAI SALAIRE

A la retouche, la Direction voulait nous faire faire du débosselage alors que ce n'est pas notre métier. Et ceci, sans pour cela nous augmenter notre qualification. Seulement devant notre refus à le faire, si nous n'avions pas la paye correspondante, elle a bien dû s'incliner.

Changer de travail, ce n'est pas désagréable, mais pour un effort supplémentaire, cela doit correspondre à un salaire supplémentaire. La Direction a essayé encore une fois de faire des économies sur notre dos. Elle s'est heurtée à notre refus. A nous de nous en souvenir pour la prochaine fois.

(V.O. Citroën).

CHEZ LIP (Besançon)

BENEFICES ET PROFITS

A la dernière séance du C.E., la direction a présenté aux délégués le bilan 62. Par rapport à 61, les bénéfices auraient dégringolé de 67 à 28 millions. Pour un peu, on ferait la quête en faveur des pauvres actionnaires démunis...

Refrain : il faut produire, retroussons nos manches... et mettons une sourdine à nos revendications.

Mais la chanson est trop connue :

1) La direction présente le bilan et les chiffres qu'elle veut bien. Contrairement à ce que certains pensent, nos délégués n'ont aucun contrôle. Les vrais chiffres, comme les vrais problèmes, s'enregistrent et se traitent hors de leur présence.

2) Même les plus grosses boîtes ont peu de bénéfices. Par contre, l'argent réinvesti dans la production (bâtiments, machines) est exonéré d'impôts.

3) De toutes façons les besoins personnels du patron et des actionnaires ont certaines limites. Une villa pour « le courant » au Point du jour, une aussi pour le soleil au Lavandou, une enfin pour le ski à Megève, c'est presque assez. Quelques voitures, un bateau et autres menues babioles (certains patrons ont leur écurie de courses), ne suffisent pas pour dépenser tout l'argent gagné sur notre dos : la plus-value.

Mieux vaut pour le patron en réinvestir une part dans la production. De nouveaux bâtiments, de nouvelles machines, de nouveaux emplois sont présentés dans les fameux bilans, comme des dépenses supplémentaires. En fait tous ces éléments constituent un CAPITAL supplémentaire. Voilà où il faut chercher la plus grande partie du Profit capitaliste et pas seulement dans les bénéfices. Et même si la boîte est obligée d'emprunter de l'argent aux banques pour compléter ces nouvelles dépenses, elle ne peut rétablir l'équilibre qu'en misant sur notre travail à venir, sur notre exploitation future.

La ficelle est donc un peu grosse pour nous inciter à la modération.

(V.O. LIP).

FERMETURE ÉCLAIR (Petit-Quevilly)

C'EST TOUJOURS LE MEME SYSTEME

Le nouveau système tend à être appliqué sur l'ensemble de l'usine. Certains camarades réclament même cette extension. Ils ne pourraient être blâmés, puisque chaque fois qu'ils posent la question de l'augmentation de leur salaire ou de leur promotion, il leur est répondu que ce sera vu lors de l'institution du nouveau système dans leur service.

Cependant, quels que soient les avantages immédiats mis en avant pour que soit accepté ce nouveau système, il est certain qu'en le réclamant, nous faisons le jeu de la direction qui n'a préparé cela que pour mieux nous exploiter.

En faisant des référendums, style celui de l'atelier ou du séparable, la direction nous prouve ses mauvaises intentions et prend des garanties. Puis ces référendums, soi-disant faits pour prendre notre avis, ne risquent pas de changer quoi que ce soit aux intentions de nos exploiteurs.

Voter POUR, c'est accepter d'être exploités d'une autre façon. Mais si le nouveau système laisse entrevoir un petit avantage immédiat pour certains, c'est qu'en étant accepté, il permettrait de relancer la compétition entre nous tous. Ceci ne peut être bénéfique qu'à nos patrons.

Voter CONTRE, c'est également accepter d'être exploités, mais à l'ancienne mode. Ce qui permettrait à notre bonne direction d'augmenter les cadences en nous précisant que nous n'avons pas à nous plaindre puisqu'elle voulait « changer » nos conditions de travail, mais que nous avons refusé.

Ce qui fait que dans les deux cas, c'est-à-dire que nous soyons pour ou contre, nous « acceptons » d'être surexploités. C'est pourquoi la seule position valable devant ces référendums c'est de ne pas aller voter.

De toutes façons, ce ne sera pas par le changement de système d'exploitation pratiqué à F.E. que nous pourrons réellement améliorer nos conditions de travail et d'existence quels que soient les soi-disant avantages proposés par un nouveau système. Nos conditions de travail et d'existence elles ne pourront être meilleures qu'après la suppression totale du travail au rendement.

(V.O. Fermeture Eclair).

C.S.F. Issy-les-Moulineaux

APPAREIL A SOU... TIRER (Suite)

Une thune de rab pour boire un coup, 0,25 francs de mieux pour casser la croûte. La S.A.F. A.A. n'y va pas avec le dos de la cuillère. Et de nous expliquer que tout augmente ,et que soucieuse de la qualité..., et comme le personnel des autres entreprises a accepté la dépense supplémentaire, etc... Voilà bien de pauvres patrons aux prises avec l'augmentation du coût de la vie. La solution qu'ils nous proposent est évidemment de nous faire supporter cette augmentation ; il n'est pas question de rogner sur les bénéfices.

Quels moyens de parade avons-nous ?

— La débrouille individuelle (...) qui permet de ne pas payer plus cher qu'avant, sinon moins, mais qui consacre l'état de fait et ne peut être utilisée que par une minorité du personnel.

— Le boycott qui est la seule solution valable, parce que collective, est possible parce que la Direction est tenue de mettre à la disposition du personnel des boissons gratuites ,possible parce que nous pouvons apporter un casse-croûte de chez nous, ou que ceux-ci peuvent être confectionnés et vendus par la cantine.

Mais ce ne sont que palliatifs provisoires qui ne résolvent pas la question. Il est sûr que les prix augmentent. Payer le prix du casse-croûte d'accord ! mais qu'on nous donne des augmentations de salaire en conséquence.

(V.O. CSF).

BERLIET (Lyon)

SOYONS SERIEUX

A l'heure où nous écrivons, la grève de nos camarades des boîtes à vitesse se poursuit. La Direction, si elle a mis fin aux lock-out, n'a toujours pas fait mine de leur donner satisfaction.

Il faut dire que la revendication posée par ces camarades ne permet pas une lutte d'ensemble, capable de faire céder le patron.

Mais il faut dire aussi que les tactiques préconisées par les différentes centrales syndicales, que ce soient les grèves tournantes chères au cœur de la CGT, ou la grève bouchon bénie par la CFTC ont une grande part de responsabilités dans le choix d'une revendication aussi catégorielle. On aboutit à ce triste résultat de voir pratiquement en même temps un secteur de l'usine en grève, d'autres secteurs lock-outés, et des ateliers où on fait des heures supplémentaires.

La solidarité ouvrière ne consiste pas à faire entrer en lutte 15.000 travailleurs pour les revendications particulières de 17 d'entre eux. Elle consiste à lutter tous ensemble pour de mêmes revendications.

S'ils sont violemment opposés à des mouvements généraux, les syndicats n'ont pas non plus fait d'efforts particuliers pour organiser la solidarité avec des travailleurs des boîtes à vitesse.

Que penser de ce débrayage de solidarité qu'ils lancèrent à la VL2 la quinzaine dernière où l'affiche ne citait que quelques secteurs (ponts, fusées, usinage et montage), et où les délégués syndicaux n'ont pas jugé utile de se manifester auprès de la trentaine d'ouvriers qui débrayèrent malgré tout ?

Les organisations syndicales sont faites pour défendre les intérêts des travailleurs, et non pas ces derniers pour participer à des mouvements permettant de jolis communiqués dans la presse locale.

Les dirigeants syndicaux si fiers de leurs « responsabilités » ont fait, en fait, une fois de plus la preuve de leur irresponsabilité envers les travailleurs.

Sachons nous en souvenir, et si demain nous entamons les luttes sérieuses qu'exige la revalorisation de notre pouvoir d'achat, il faudra prendre nous-mêmes notre sort en mains et élire des comités de grève formés de nos camarades les plus dévoués et les plus résolus, émanation directe de la volonté des travailleurs.

(V.O. Berliet).

PEUGEOT (Sochaux)

REPARONS-NOUS

Nos libertés sont en danger. Mardi prochain, la cour d'appel de Besançon jugera le cas de nos délégués poursuivis en justice par un Peugeot obstiné à ne pas lâcher sa proie.

Peugeot veut frapper fort. Il n'admet pas que son autorité ait été bafouée le 9-11-61. Pourtant c'est bien la Direction qui est responsable des incidents qui eurent lieu dans les bureaux directoriaux. Son refus de discuter des problèmes de cadence, son look out, jetant à la rue des milliers de travailleurs sous une pluie battante, provoquèrent la colère violente et spontanée de ces derniers. Mais Peugeot veut à tout prix des coupables. C'est pourquoi il attaque nos délégués.

Ces camarades, nous avons voté pour eux, nous les avons désignés comme nos représentants. Ce serait de notre part une lâcheté sans nom que de les laisser maintenant seuls devant le patron. Ne nous faisons pas d'illusion : il est plus que probable qu'il y aura parmi eux des licenciés. Sommes-nous ou non décidés à intervenir ? Seule notre action peut faire reculer Peugeot. A nous de répondre en prenant nos responsabilités. Dès maintenant. Et si Peugeot nous propose une quelconque prime pour nous « calmer », démontrons lui qu'une liberté ne s'achète pas car elle n'a pas de prix.

P.S. : Le bruit court que le procès pourrait être reculé. Ça ferait sûrement l'affaire de Peugeot : une décision impopulaire en mai risque fort d'entraîner une vive réaction de notre part. En pleine période « saisonnière » où le patron a besoin de voitures.

■

LA OU AILLEURS

La Convention Nationale de l'automobile est à l'ordre du jour. Certains syndicats ont fait une découverte. L'industrie automobile marche bien, il faut engager la lutte pour une convention collective de l'automobile. Par rapport aux accords d'entreprise, ce serait un progrès. Mais par rapport aux Conventions Collectives de la Métallurgie ce serait un recul. Et la loi définit des conventions collectives par branches d'industrie. Au moment où nous devrions œuvrer à la conclusion de Conventions Collectives interindustries, on nous propose d'en réduire la portée à certains secteurs. Erreur grave, erreur dangereuse. Les syndicats qui proposent une Convention Collective de l'automobile recherchent des solutions de facilité qui nous isoleraient du reste des métallos.

Ce n'est pas la faute des métallos si une branche d'industrie marche mieux qu'une autre. Un ouvrier de la SNECMA, d'Alsthom ou de LMT a autant le droit de manger que celui de chez Peugeot, Berliet, SAVIEM ou Renault. Que demain la situation soit plus précaire dans les entreprises radio-électriques ou d'aéronautique, un ajusteur ou un dessinateur essaiera de se reclasser dans l'automobile (à supposer que cette branche continue à être prospère). Et alors le patron ne manquera pas de jouer sur la concurrence de la main d'œuvre. Les partisans des conventions collectives de l'automobile croient-ils que nous pourrons alors nous barricader à l'abri de nos conventions particulières ?

Si l'industrie automobile est, en ce moment particulièrement prospère, c'est une raison supplémentaire de profiter de la force que nous représentons aujourd'hui pour peser au maximum sur l'ensemble de la métallurgie. Demain ce sera peut-être le contraire.

Nous n'avons pas à lier notre sort à la marche d'une industrie particulière.

Là ou ailleurs il faut gagner sa vie, là ou ailleurs il nous faut les mêmes conditions de travail et de rémunération, les mêmes conventions.

(V.O. Peugeot).

MICHELIN (Clermont-Ferrand)

MONTRER PATTE BLANCHE

Les usines Michelin monopolisent une très grosse partie de la main-d'œuvre ouvrière de la région clermontoise. Cependant, il ne faudrait surtout pas croire que Michelin embauche n'importe qui! On fait enquête sur enquête, on demande des renseignements au curé de la paroisse. Il faut être blanc comme neige, présenter des certificats de bonnes mœurs, de bonne conduite et surtout... surtout ne pas être un « rouge », un syndicaliste.

Ainsi certaines demandes d'emploi chez Michelin sont en souffrance depuis deux ans et plus Car on a sa réputation, son standing à soutenir. Mais surtout Michelin ne veut pas de « brebis galeuses », de « meneurs », de militants ouvriers.

Il veut avoir la paix chez lui.

Mais la paix, pour Michelin, cela signifie que les ouvriers se laissent gentiment exploiter, brimer, traiter en sous-hommes...

Mais la Direction peut prendre toutes les précautions qu'elle voudra, il n'est nullement besoin d'être un militant syndicaliste de longue date pour se rendre compte de ce que signifie « exploitation capitaliste ». Huit heures par jour chez Michelin suffisent amplement. Et malgré tout, il se trouve des ouvriers pour ne pas accepter passivement l'oppression patronale.

V.O. - MICHELIN.

AOIP (Paris XIII)

LE BON MOMENT

Nous avons appris la constitution d'équipes au test, cela parce qu'il y a énormément de travail. Quand il n'y aura plus de travail la Direction débauchera. C'est cela la pagaïe de la production capitaliste.

Mais puisqu'en ce moment il y a du travail c'est une période favorable pour revendiquer. En effet, nous sommes en position de force, puisque l'on a besoin de nous pour assurer la production.

En période creuse le patronat se charge lui-même de diminuer l'horaire en cas de besoin, mais en diminuant les salaires, bien entendu.

C'est en période de plein travail qu'il faut lutter pour une diminution d'horaire sans diminution de salaire.

Ce qu'il nous faut, c'est 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos et une augmentation de 200 F par mo

(V.O. A.O.I.P.).

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

ET MAINTENANT ?

L'action revendicative est au point mort. Encerclant l'action traditionnelle dans sa juridiction, le patron a multiplié les difficultés. Le calme apparent cache mal la tempête qui monte crescendo et une revendication tient au cœur de tous : tous les samedis chômés. Il suffit d'envisager les formes de pression : elles sont nombreuses.

■

RECLASSEMENT ET DICTATURE

Des jeunes ajusteurs du secteur « Ventratère » se plaignaient de ne pas être utilisés en fonction de leurs connaissances professionnelles. Colère de l'anti-social chef de section et convocation de l'ingénieur. Là, ultimatum : la poursuite indéfinie du détartrage ou la porte. Et c'est ainsi que l'un des deux fut licencié.

Nous serons les seuls à en parler. Est-ce à dire que les syndicats ont communément décidé de se taire ? Pourquoi pas ? Puisque le babouin qui travaille dans les parages fait le mort.

GUERILLA (Suite)

L'échec des charpentiers en fer nous démontre que la « guerilla », encore moins que la petite guerre ne suffit à contraindre nos exploiteurs. Devant la puissance grandissante de ces derniers, seule une grande guerre, c'est-à-dire un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs les fera s'incliner. C'est aux centrales syndicales de l'organiser et de le préparer.

(V.O. Chantiers de l'Atlantique).

CABLES DE LYON (Lyon)

QUAND LE SOLEIL EST SUR NOS VACANCES...

Avec l'approche des vacances, beaucoup d'entre nous disent : « puisque nous avons une semaine de plus pour nous distraire et voyager, il nous faudrait une avance sur la prime de fin d'année en conséquence ».

Rappelons à ce sujet notre position sur ce problème. Que les sous donnés en juillet soient une avance sur le pourboire annuel ou pas, il s'agit d'un faux problème.

Ce qu'il faut obtenir c'est l'intégration des primes dans le salaire. Ce qui impliquerait l'absence de toute retenue pour fait de grève.

Le moment est opportun pour lancer une campagne dans ce but.

(V.O. Câbles).

Directeur-Gérant : M. SCHRŒDT
IMPRIMERIE PARISIENNE
WILSON - PROUDHON
86, avenue du Président-Wilson, 86
La Plaine-St-Denis (Seine)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

UCLAF (Romainville)

VOULOIR REUSSIR

Le mardi 7 mai, René Virey, mécanicien au garage, était licencié pour lenteur dans son travail. Le motif réel est évidemment tout autre, surtout quand on sait que Virey travaillait à UCLAF depuis 11 ans.

Or, le mercredi 24 avril le garage débrayait une demi-heure pour faire aboutir un certain nombre de revendications. Le lien entre ces deux événements est évident. René Virey a été licencié pour avoir pris une part active dans ce mouvement.

Le durcissement de Roussel se confirme par ce quatrième licenciement en l'espace d'un mois. Mais pourquoi les mécaniciens ont-ils débrayé tout seuls pour soutenir des revendications facilement généralisables : respect du repos du samedi et un seul salaire par catégorie ?

« Parce qu'eux seuls étaient prêts à débrayer » affirme le délégué du secteur.

Par quel miracle les ouvriers et employés des autres secteurs auraient-ils pu être prêts à lutter pour ces mêmes revendications alors qu'aucune réunion générale des syndiqués ne les avaient seulement tenus au courant du projet des camarades du garage ?

Faire débrayer une douzaine d'ouvriers, c'est courir délibérément à l'échec.

Vouloir le succès, sur des revendications qui concernent tous les ouvriers de l'usine, c'est préparer la lutte à l'échelon de l'usine. Et pour cela, nous n'avons que faire de va-t-en-guerre épris de gloriole personnelle et de communiqués réconfortants, nous avons besoin de délégués conscients et agissant en responsables.

(V.O. UCLAF).

AIR FRANCE (Orly Nord)

ALLONS Z'ENFANTS...

Nous ne sommes pas prêts d'oublier le 8 mai 1963. Pas à cause de la VICTOIRE, bien sûr. Mais à cause de ce qu'elle a coûté à certains d'entre nous.

Alors que depuis trois ans la bourgeoisie avait renoncé à célébrer ses propres crimes, et barré du calendrier la fête « légale » du 8 mai, n'ayant plus de temps à perdre à ces sinistres mascarades, les partis dits ouvriers se sont chargés d'emboucher la trompette patriotique, et de revendiquer pour les travailleurs la gloire d'être morts pour l'impérialisme !

Ce 8 mai donc, nos syndicats, dans l'UNITE bien sûr, nous ont appelés à revendiquer 2 heures pour aller « commémorer » nos morts, etc. Devant l'intransigeance de la Direction, ils nous ont conviés, dans l'UNITE toujours, à observer une minute de silence...!

Mais il s'est trouvé parmi nous quelques travailleurs crédules pour vouloir profiter de l'aubaine. 16 camarades de la section Boeing ont quitté le boulot 2 heures avant la sortie normale, sans attendre que leurs bons de mouvement soient signés. Ils ont cru pouvoir le faire en toute impunité. Le 8 mai n'est-il pas un anniversaire national, patriotique et béni en son temps par la bourgeoisie ? Ils ont cru pouvoir compter sur la complaisance de la Direction, fidèle partisan de la « défense nationale » et bien entendu de la Patrie.

Mais la « patrie » n'est qu'un vieux mythe fripé que la bourgeoisie sait mettre en avant quand ses intérêts sont menacés, quand sa propre anarchie l'a conduite au bord du gouffre et que la guerre est son ultime recours ; quand elle a besoin que le prolétaire troque la boîte à clous pour le fusil et aille se faire étriper sur les champs de bataille pour la plus grande conservation des profits capitalistes.

Mais quand la prospérité est revenue, quand nos bourgeois sont à nouveau forts et repus, ils savent mettre au rencart les vieilleries sanglantes La patrie ils la ressortiront plus tard quand le besoin s'en fera sentir, pour la prochaine der des der.

Et quand aux pauvres naïfs qui avaient cru pouvoir s'autoriser d'un patriotisme de bon aloi, ils se voient frappés avec une brutalité et un cynisme sans égal :

— un mise à pied de 15 jours,
— 8 mises à pied de 5 jours,
— 5 blâmes,
— 2 conseils de discipline avec demande de retrait de titularisation.

La Direction ne fait pas de cadeaux. Nous vivons dans une société de classes et si nos organisations politiques et syndicales l'oublient, la Direction, elle, sait nous le rappeler.

Ceux qui avaient des illusions ou des œillères ne pourront pas manquer de voir clair maintenant.

Quand aux responsables de ce coup de maître, nos vaillants syndicats, qu'ils n'ajoutent pas une vertueuse indignation patriotique à leur inconscience et qu'au lieu de « condamner » la Direction ils organisent la défense de nos camarades.

Il est vrai que c'est là le genre de « victoire » auquel ils nous ont habitués.

(V.O. Air-France).

RHONE - POULENC

0,25 % OU... « A VOT' BON CŒUR M'SIEURS DAMES »

Oui, la Direction Générale ne s'est pas dégonflée, elle nous «accorde » 0,25 % d'augmentation, et les directions locales l'annoncent par notes de service !

0,25 % cela fait, pour un ouvrier qui gagne aux alentours de 4 F de l'heure (donc une « bonne » paie chez Poulenc) environ 1,7 F d'augmentation par mois, soit, à peu près, la valeur d'une cigarette par jour et même pas.

Nous aurons, que la Direction n'en doute pas, un sentiment de gratitude lorsque nous allumerons notre première cigarette de la journée, mais nous penserons aussi aux moyens à employer pour obtenir l'augmentation qui seule permettrait de relever honnêtement notre pouvoir d'achat : 200 F PAR MOIS POUR TOUS.

C'est cette revendication qu'il nous faut faire admettre aux directions syndicales en matière de salaires, c'est cette revendication que nous devons arracher à la Direction.

Le but actuel des directions syndicales est toujours le « niveau de vie des travailleurs » en 1957, or, nous ne devons pas nous borner à récupérer ce qui a été perdu, mais améliorer aussi le « niveau de vie » de 1957. Et cela, seule une action nationale puissante le permettra.

(V.O. Rhône-Poulenc).

C. A. F.

Rue Viala - PARIS-XV^e

QUE VOULONS-NOUS ?

Après avoir obtenu des satisfactions — ô combien maigres — à la commission paritaire, nous arrivons à une étape de notre action, où il nous est nécessaire de faire le point de ce que nous voulons obtenir et de ce que nous avons l'intention de faire.

Nous avons vu que, même pour cette satisfaction très partielle et même au niveau de la FNOSS et de l'UNCAF (où ce sont pourtant « nos » représentants qui siègent), il fallait une certaine pression de notre part (la grève et la manifestation du 29 avril) pour qu'on nous donne un peu plus que de la poudre aux yeux. Et on ne sera pas encore venu au bout de l'opposition de la tutelle.

Or, il n'y a pas un employé qui ne soit convaincu à quel point les 7 % même définitivement acquis, sont dérisoires, ridicules, par rapport à nos besoins. Se nourrir, s'habiller, payer son loyer, le transport et élever des enfants éventuellement, tout cela avec 540 F pour les catégories les plus défavorisées, voilà à quoi doit suffire notre salaire pourtant augmenté.

Même les rapports les plus optimistes qu'on a pu écouter au meeting du mardi 14 n'ont osé parler de victoire en citant ce que les syndicats ont obtenu à la commission paritaire. On nous parlait plutôt de compromis nécessaire.

Mais le compromis n'est pas là où le situent les syndicats. Il y a de fortes chances même qu'ils ont obtenu le maximum de ce qui peut être obtenu autour du tapis vert. Mais peut-on imaginer que des satisfactions dignes de ce nom soient accordées par l'administration et la tutelle à la suite d'une simple discussion ?

Oui, certes, on peut obtenir quelques réajustements par-ci par-là, quelques augmentations dérisoires par une simple discussion. Mais si nous voulons une augmentation uniforme de salaire de l'ordre de 200 F par mois (chiffre qui compenserait à peu près ce que nous avons perdu pendant des années d'inflation), une amélioration notable et immédiate de nos conditions de travail, le retour immédiat aux 40 heures, nous devons décider de lutter (de concert d'ailleurs avec nos camarades d'autres secteurs). Une véritable satisfaction ne s'obtient pas, elle s'arrache.

Le « compromis » — pour ne pas employer d'autre mot — des syndicats est justement de ne pas nous expliquer clairement tout cela, de ne pas nous fixer les objectifs, de ne pas nous indiquer les moyens de lutte.

En tout cas, nous ne devons pas laisser les dirigeants syndicaux se charger seuls de nos revendications. Accompagner les délégués à la Commission Paritaire, à la Tutelle en manifestant et en se mettant en grève est le premier pas vers une action efficace.

V.O. - C.A.F.

CRÉDIT LYONNAIS

(Paris)

AUTO - EXPLOITATION

Ce sont les ouvriers dans les usines, les employés dans leurs bureaux, qui, un jour, dirigeront les entreprises.

A ceux qui disent que cela est impossible nous répondrons que la fameuse « Boîte à Idées » qui existe au Crédit Lyonnais et dans d'autres entreprises d'ailleurs, montre que le patronat ne s'y trompe pas et qu'il sait qu'un salarié peut aussi bien que lui savoir rationaliser, savoir organiser le travail.

En échange de nos « Bonnes Idées », la Direction accorde une prime d'ailleurs jamais en proportion avec le service que nous lui rendons.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas à vendre de « service » à ceux qui nous exploitent, même s'il nous semble que le travail que nous effectuons pourrait se faire plus vite, ou plus intelligemment de la façon dont nous saurions l'organiser.

D'ailleurs si nous gagnons du temps dans un certain travail, soyons sûrs que ce gain ne nous sera pas rendu, mais que bien au contraire nous devrons aussitôt effectuer des tâches supplémentaires.

Nous savons bien que la Direction du Crédit Lyonnais et les patrons en général sont tout à fait incapables d'organiser la société pour le bien de tous, prisonniers qu'ils sont de la course aux bénéfices ; mais s'ils sont incapables de gérer la société, justement, qu'ils nous la laissent !

Nous pourrons alors à la rigueur leur demander leur avis sur les meilleurs moyens de diminuer le temps de travail de tous les salariés dans une « Boite à Idées ».

(V.O. Crédit Lyonnais).

DESFOSSÉS

(Issy-les-Moulineaux)

DELEGUES, PAS GARÇONS DE COURSES

Il y a beaucoup de travail actuellement aux rotos et, pour sortir le travail à temps, la Direction fait faire des heures supplémentaires. Faire des heures aux rotos, c'est obligatoirement venir le dimanche, la chose n'étant pas spécialement agréable. Or, ce dimanche, la Direction ne trouva pas de volontaires, nos chefs, affolés, s'en furent trouver M. Givert pour l'informer. Celui-ci, peu embarrassé, demanda aux délégués, invoquant à cet effet un accord signé antérieurement, de nous proposer de venir travailler malgré tout. Les délégués ont refusé de se prêter à cette odieuse manœuvre.

Quand M. Givert aura besoin de nous pour une prochaine occasion, nous l'invitons à faire ses commissions lui-même, comme cela il se rendra compte de visu de notre état d'esprit.

(V.O. Desfossés)

THOMSON

(Gennevilliers)

CHACUN POUR SOI... OU TOUS ENSEMBLE ?

La semaine passée, l'ensemble des bureaux de dessin de G1 débrayait un quart d'heure, ceci une semaine après le débrayage d'un bureau du deuxième étage de G1. Les revendications posées sont : 50 F par mois pour tous les dessinateurs, l'accélération des augmentations individuelles, et la revalorisation de la profession par l'accroissement hiérarchique vis-à-vis des autres catégories de travailleurs.

Manifester son mécontentement pour une augmentation de salaire, cela est le premier pas à accomplir pour l'obtenir, mais cela ne veut pas dire que le résultat suive pour autant. Obtenir une augmentation de salaire, même de cinquante francs par mois, ce n'est possible à l'échelle des dessinateurs qu'à condition que la Direction se sente contrainte, si elle ne le fait pas, de lâcher plus à l'ensemble du personnel. C'est pourquoi, vouloir limiter un mouvement à une catégorie, c'est comprendre ses intérêts à rebours. Pour la revendication de la revalorisation de la profession, c'est vouloir la limiter. Manœuvre, câbleur ou ajusteur, agent technique ou dessinateur, tous nous sentons les dernières augmentations des prix, et tous nous avons le besoin d'une même augmentation de nos salaires. Cela nous devons nous l'assurer par une lutte de tous et non pas compter sur les augmentations individuelles.

Et si les dessinateurs sont aujourd'hui les plus en avant pour cette lutte, qu'ils tendent la main aux autres catégories de travailleurs. C'est comme cela qu'ils ont le plus de chances d'aboutir.

(V. O. Thomson)

ASSISTANCE PUBLIQUE

AVERTISSEMENT A LA PORTE DU GARAGE

Après plusieurs mois d'attente les syndicats CGT et CFTC se sont enfin décidés à organiser une grève de 24 heures, grève qui devait être d'avertissement. Cette fois-ci, malgré leurs bons principes de grève par catégories, ils furent contraints d'organiser un mouvement d'ensemble, personnel ouvrier et administratif compris. Pour la première fois depuis 1956 nous avons vu un accord parfait entre tout le personnel, les surveillantes s'étant associées au mouvement.

Malheureusement, si ce mouvement a été suivi en grande proportion dans les hôpitaux, il a été un échec total sur le plan de l'organisation d'une part, revendicatif d'autre part.

La fin de la manifestation organisée de l'Hôtel de Ville au Ministère des Finances, n'a pas été une démonstration de force, du fait de la participation peu nombreuse du personnel (participaient à ce mouvement, non seulement l'A.P., mais également les hôpitaux de la région parisienne, environ 3.000 personnes étaient présentes, alors que l'A.P. à elle seule compte 40.000 agents).

Cette grève qui devait être un avertissement à l'administration, semble pourtant en rester là. Si cela est le cas, est-ce par 24 heures de débrayage que nous obtiendrons ce que nous revendiquions :

— les 40 heures ;
— l'augmentation des salaires ;
— le salaire minimum mensuel de 600 F. ;
— le paiement des rappels dus depuis 56 ?

Certainement pas, et chacun de nous le sait. Il n'y a que les syndicats qui semblent ne pas vouloir s'en rendre compte.

Dans cette grève d'avertissement, qui avons-nous averti, et de quoi ?

Cette question nous la posons, non seulement aux syndicats, mais à tout le personnel qui peut, comme l'ont fait les mineurs, obliger les centrales à agir au lieu d'amuser les populations.

D'avertissement en pétition et de pétition en avertissement, nous risquons de nous lasser des prétendus dirigeants qui ne dirigent que l'inaction.

(V.O. A.P.).

PAIEMENT DES HEURES DE GREVE

A la suite de cette « glorieuse » grève, le seul bénéfice que nous ayons eu est la retenue d'une heure de salaire minimum, quatre heures de salaire maximum, cette retenue devant être faite par sondage personnel ou sondage par service.

Qu'ont fait nos syndicats contre cette retenue ? Ils n'ont pas même organisé une réunion syndicale demandant au personnel ce qu'il comptait faire.

Pourtant, le jour de la grève, nous savions déjà qu'une retenue pourrait être faite et si un mot d'ordre de grève de 24 heures, non plus à titre revendicatif, mais pour le paiement des heures de grève, avait été lancé, le mouvement aurait été suivi.

Déjà lors de la retenue de salaire sur le personnel ouvrier, puis sur les spécialisés, aucun mouvement n'avait été entrepris.

En posant en première revendication le paiement des heures de grève nous défendons par la même occasion « le droit de grève » déjà faible à l'A.P., nos mouvements étant pour la plupart « moraux ». Nous devrons, dans un mouvement futur, nous souvenir de cette revendication.

UN PACIFISTE

Jean 23, pape de son état, s'est signalé récemment par une « encyclique pacifiste » où il prône lui aussi la coexistence pacifique.

Le qualificatif de « pape de la paix » a été généreusement accordé par certains à une attitude circonstancielle. Il ne s'agit que d'une réédition du double jeu de l'Eglise.

La femme de Grimau s'est adressée en vain au vieillard du Vatican, il dormait paraît-il. A l'heure où nous écrivons, le Vatican, une des plus grosses entreprises capitalistes du monde n'a pas retiré les capitaux qu'il fait fructifier dans les usines d'armement.

Le pape est pacifiste en temps de paix. En temps de guerre il bénit les armées. Et il redevient pacifiste, pour prêcher la soumission, quand les travailleurs entrent en lutte contre ceux qui les oppriment.

SNECMA (Paris - 13^e)

LES FABULATEURS

« L'Envol », organe du P.C.F. de la SNECMA, vient de nous faire l'honneur de nous consacrer une pleine page.

Le premier « argument » de ces messieurs consiste à citer une liste de gens passés au pétainisme en 1940, et qui n'ont d'ailleurs jamais été trotskistes. Au fait, les Doriot, Herve, Lecœur, Marty et Tillon, bien connu à la SNECMA, n'ont-ils jamais été staliniens, par hasard ?

Mais « l'Envol » pose une question qui se veut pertinente : « où existe un Etat au monde où les trotskistes aient triomphé du capitalisme ? »

Auriez-vous mauvaise mémoire, messieurs ?

En 1917 la guerre impérialiste battait son plein. Lénine demanda-t-il alors la convocation d'Etats Généraux du désarmement ? Non, il appela à transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Les soldats russes, ouvriers et paysans, jetèrent-ils « leurs armes à la ferraille » ? Non, ils les tournèrent contre leurs propres exploiteurs. Pendant trois ans, sur tous les fronts, l'Armée Rouge, créée et dirigée par Trotsky, se battit et défit les armées blanches.

Cette politique, qui peut douter que les dirigeants actuels du P.C.F., grands admirateurs de Jean XXIII, ne la qualifieraient aujourd'hui de « super-révolutionnaire » et de trotskiste » ?

On sait ce que devint l'U.R.S.S. entre les mains de Staline, comment les masses perdirent le contrôle de cette révolution qu'elles avaient faite, au bénéfice d'une clique de parvenus, comment le Parti bolchevique qui l'avait dirigée, fut exterminé à la suite des tristement célèbres procès de Moscou.

Quant au P.C.F., en fait de « pantins démagogiques », on ne fait pas mieux. Il y en a certains parmi nous qui se souviennent de la belle époque de 45 où Tillon venait nous dire : « Cette usine est à vous, sentez-vous cette bonne odeur d'huile ? » L'odeur d'huile nous la sentons depuis. Quant à la nationalisation de l'usine, nous savons aussi ce que cela veut dire.

Rien n'a changé pour nous.

Et c'est parce que nous voulons que ça change, que la V.O. dit tout haut, ce que beaucoup pensent tout bas.

(V.O. SNECMA).

S.N.C.F.

(Région parisienne)

POUR UN LIBRE CHOIX DE NOS CONGES

Comme nous venons de le voir la SNCF ne manque pas de formules de rechange pour régler le problème des congés. Tous les procédés lui sont bons même les plus perfides.

Mais bien souvent pour nous léser le « réglement » lui suffit amplement.

En effet, au sujet des congés un accord protocolaire lui permet de ne nous accorder, si besoin est, que 12 jours dans la période du 1er juin au 31 octobre. Tant que nous nous plierons à cette discipline notre « bonne dame » n'aura aucun souci. Quant à nous, nous ne pouvons accepter les modalités de ce « protocole » qui n'est que le moyen légal pour nous truander.

Que les congés tout comme les salaires posent à notre Direction des problèmes, ce n'est pas à nous de nous en préoccuper.

Nos 24 jours de congés annuels nous ont été accordés que par notre lutte. Nous devons lutter pour les avoir selon notre désir, c'est-à-dire à n'importe quelle saison.

(V. O. Cheminot)